



analyse

Par **Didier Leroy**, chercheur à l'Institut royal supérieur de défense et assistant à l'Université libre de Bruxelles et **Jérémy Dieudonné**, master en relations internationales (Université Libre de Bruxelles) et en *conflict resolution* (en cours, University of Essex).

Photo ci-dessus :

Le 20 mai 2017, le président américain Donald Trump, qui effectuait sa première visite à l'étranger, est reçu à Riyad, où il a signé avec le roi d'Arabie saoudite un contrat portant sur l'achat de 100 milliards de dollars d'armement américain. Selon le roi Salmane ben Abdelaziz, « ces accords visent à soutenir à long terme la sécurité de l'Arabie saoudite et de la région du Golfe face aux menaces de l'Iran ». (© Official White House/Shealah Craighead)



Iran-Arabie saoudite : de la lutte d'influence aux guerres par procuration

La rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite est sans aucun doute une des plus structurantes au Moyen-Orient. Et cette rivalité a atteint des sommets ces dernières années : pendaison d'un éminent cheikh chiite en Arabie saoudite, pillage de l'ambassade saoudienne à Téhéran, rupture des relations diplomatiques... Mais comment l'expliquer ? Où en est-on aujourd'hui ? Et quels sont les enjeux de cette inimitié ?

Elle est désormais souvent présentée comme une guerre froide. Il est vrai que la rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran lui emprunte certains éléments. Mais une telle comparaison serait brossée à trop gros traits. En effet, la bipolarité irano-saoudienne ne tient qu'en se concentrant sur un contexte bilatéral, oubliant la haine viscérale affichée par le régime iranien envers les États-Unis et Israël. Si bipolarité il y a, ce serait dès lors entre l'Iran et l'alliance saoudo-américaine, mais il est alors clair que, dans un

contexte mondial, elle perd de son caractère structurant. Au niveau idéologique également, il est très hâtif de présenter un réel antagonisme. En effet, si le chiisme duodécimain et le wahhabisme s'opposent sur toute une série de points, c'est surtout le rôle des élites qui est ici à souligner, tant celles-ci s'emploient à brandir différents éléments identitaires (dont religieux) pour souffler sur les braises d'une histoire, certes conflictuelle, mais loin d'avoir un dénouement guerrier inéluctable.

Les conflits au Moyen-Orient



Des élites omnipotentes

Par élites, nous entendons les classes dirigeantes des deux pays. Celles-ci ont en effet une emprise totale sur la direction et les orientations choisies. En Arabie saoudite, ces élites sont ainsi la famille royale, mais aussi les oulémas, dont la place dans la politique du pays est centrale. Côté iranien, nous pointons avant tout le rôle du Guide suprême et des grandes figures religieuses, principaux dépositaires du pouvoir grâce à la théorie khomeiniste du *velayat e-faqih*. Mais nous pointons aussi le rôle des Gardiens de la Révolution (1), qui ont pris une immense importance depuis la Révolution islamique, s'ancrant aussi bien politiquement qu'économiquement dans le paysage iranien et régional.

Aujourd'hui, la rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite est l'œuvre de ces élites qui cherchent à détourner l'attention des problèmes nationaux dans le but de s'accrocher au pouvoir. En effet, leur position fragile sur le plan intérieur nécessite l'identification d'un ennemi pour rassembler autour d'une bataille commune plutôt qu'une division marquée quant à leurs enjeux socio-économiques propres. Ainsi, elles attisent le conflit grâce à des références extensives à certaines formes de préjudice issues d'une lecture spécifique de l'histoire et/ou de la religion. Ce faisant, elles créent une opposition qui va se caractériser par l'émergence de deux catégories distinctes et rivales.

“ *Aujourd'hui, la rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite est l'œuvre des élites qui cherchent à détourner l'attention des problèmes nationaux dans le but de s'accrocher au pouvoir.* ”

Cette entreprise se traduit dans les paroles de nombreux religieux en Arabie saoudite. Les cheikhs les plus éminents désignent régulièrement les chiites comme des mécréants et appellent à leur meurtre. En agissant ainsi, ils créent évidemment une forte exclusion, et par la même occasion un « nous » qui s'opposerait fondamentalement à un « eux » menaçant. Le comité de délivrance des fatwas lui-même, dans sa fatwa n° 1661, qualifie les chiites d'« apostats ».

Le discours iranien est nettement moins sectaire et exclusif que le discours saoudien. En effet, « il gomme systématiquement la distinction sunnites/chiites dans sa rhétorique » (2). Il n'en demeure pas moins hostile, Hassan Rohani ayant par exemple déclaré que « malheureusement ce gouvernement [saoudien], avec les crimes qu'il commet dans la région et son soutien au terrorisme, verse le sang des musulmans en Irak, en Syrie, au Yémen » (3).

Bref, la bataille que se livrent Iraniens et Saoudiens est en fait une bataille pour le cœur des musulmans et, surtout, leur leadership. Alors que les Saoud s'étaient adjugé le titre de « Gardiens des deux Saintes Mosquées » pour renforcer leur légitimité religieuse, Khomeini puis Khamenei n'ont cessé de remettre cela en cause et se sont présentés eux-mêmes comme leaders du monde musulman. Mais au-delà de cette dimension

idéologique, c'est avant tout une bataille pragmatique pour le pouvoir dans laquelle la religion est instrumentalisée à des fins politiques.

Où en est-on et quelles répercussions ?

Cette tendance constante à jeter de l'huile sur le feu se traduit évidemment en actes. Ceux-ci semblent se multiplier avec les années dans une inquiétante montée de tension. En effet, si leurs relations n'étaient plus cordiales au moins depuis l'arrivée d'Ahmadinejad au pouvoir et le (re)lancement du programme nucléaire qui a suivi, l'escalade est de plus en plus violente depuis 2015. Le jeudi 24 septembre de cette année-là, un mouvement de foule provoque des centaines de morts lors du Hajj, dont près de 500 Iraniens. Le lendemain, des milliers d'Iraniens manifestent dans les rues de Téhéran avec des chants anti-Saoudiens.

La même année, le roi Salmane prend la direction de l'Arabie saoudite et son fils, Mohammed ben Salmane (MBS), est nommé ministre de la Défense. Ce changement à la tête du pays est un tournant important puisque, depuis, la politique





Les conflits au Moyen-Orient



Photo ci-contre :

Un appareil de la Qatar Airways. Alors que Téhéran a immédiatement apporté son soutien au Qatar dans la crise qui l'opposait à l'Arabie saoudite, et que Doha a annoncé le rétablissement total des relations diplomatiques avec l'Iran en août 2017, l'Iran avait également décidé d'autoriser les avions du Qatar à utiliser l'espace aérien iranien pour contourner la fermeture des espaces aériens de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et de Bahreïn. Malgré ce rapprochement, le ministre qatari des Affaires étrangères déclarait en février dernier : « il existe toujours entre nous et l'Iran un grand nombre de désaccords en matière de politique étrangère ». (© Shutterstock/ Vytautas Kielaitis)

étrangère saoudienne a pris une dimension bien plus pro-active et interventionniste. La première conséquence était le lancement de l'opération « Tempête décisive », consistant en une forte intervention aux côtés du président Hadi au Yémen.

Si cette guerre yéménite était au départ tout à fait interne au pays, l'ingérence des deux géants du Golfe l'a largement aggravée. L'aide de l'Iran aux rebelles houthistes, pourtant largement inexistante avant l'intervention saoudienne, a été mise en avant par le gouvernement saoudien pour justifier l'ampleur et la nature de ses opérations aux côtés du président Hadi. Bien mal leur en a pris, puisque cette rhétorique s'est transformée en prophétie autoréalisatrice : l'Iran est aujourd'hui bel et bien impliqué aux côtés des Houthis. Et le conflit est un désastre humanitaire. En plus des milliers de morts liés directement aux combats, 13 millions de personnes, soit la moitié du pays, sont aujourd'hui en menace directe de famine (4) [voir p. 55].

En 2016, c'est la pendaison par l'Arabie saoudite d'un éminent cheikh chiite, Nimr al-Nimr, qui remet le feu aux poudres. La nouvelle provoque un tollé en Iran et, dans les jours qui suivent, l'ambassade d'Arabie saoudite à Téhéran est pillée par les manifestants. Dans le même temps, Ali Khamenei publie sur son site internet un dessin représentant un combattant de l'État islamique et un Saoudien, s'apprêtant chacun à décapiter un homme, avec comme légende : « Quelle différence ? ». Tout cela provoque les foudres de Riyad qui, en représailles, coupe toute relation diplomatique avec l'Iran.

En juin 2017, c'est un autre État qui fait l'amère expérience de la rivalité irano-saoudienne : le Qatar. En effet, Abu Dhabi, Manama, Le Caire et Riyad décident de mettre fin à toute relation diplomatique avec Doha et lui imposent un embargo économique. Parmi les principales raisons avancées : une trop grande proximité avec l'Iran, alors que le Qatar fait partie du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), organisation justement censée protéger les pays de la péninsule Arabique des velléités iraniennes.

C'est ensuite au Liban que la tache d'huile s'étend. Le samedi 4 novembre, le Premier ministre Saad Hariri annonce sa démission de manière fracassante depuis Riyad, présentant celle-ci comme

une conséquence directe de l'ingérence de l'Iran dans son pays. D'aucuns voient la main de l'Arabie saoudite derrière cet événement inattendu. Pratiquement dans le même temps, des tirs des rebelles houthistes depuis le Yémen vers Riyad provoquent la fureur du prince héritier saoudien, qui déclare y voir « un acte de guerre contre le royaume » (5) de la part de l'Iran.



sein même de la République islamique : un attentat visant un défilé militaire à Ahvaz, le 22 septembre dernier. Les autorités iraniennes, Gardiens de la Révolution en tête, ont été promptes à désigner l'Arabie saoudite comme responsable et à leur promettre des représailles « qu'ils ne pourront jamais oublier » dans le cas où cette dernière « [franchirait] certaines lignes » (6).

Une rivalité Est-Ouest en filigrane ?

L'accession de Mohammed ben Salmane au statut de prince héritier d'Arabie saoudite, fin juin 2017, représente également un événement clef de ces dernières années. L'impulsif trentenaire a en effet fait de l'Iran une obsession sécuritaire. S'il a lancé une grande campagne marketing le présentant comme un prince proche de la jeunesse saoudienne et voulant moderniser le pays, les associations humanitaires ont souligné son autoritarisme. Le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi au sein du consulat saoudien en Turquie en octobre 2018 est d'ailleurs venu briser son image de jeune dirigeant libéral. Si l'Iran n'a pas fait beaucoup de bruit concernant cet événement, Téhéran doit certainement se réjouir devant cet énième faux-pas de celui qui avait comparé le Guide suprême Ali Khamenei à Hitler. Aujourd'hui, ces différents États évoqués continuent à se trouver au milieu du champ de bataille entre les deux ennemis. Sans compter ceux que nous n'avons pas cités mais qui ont vu l'opposition irano-saoudienne venir polariser leur pays depuis plusieurs années, comme la Syrie, l'Irak et Bahreïn. Le dernier événement en date s'est produit au

Si la rivalité entre la République islamique et la monarchie des Saoud s'impose de force à certains pays, comme nous venons de le voir, d'autres y participent de leur plein gré. Il en va ainsi des États-Unis, qui ont pris fait et cause pour l'Arabie saoudite et ses juteux contrats d'armement. La fin du mandat du président Obama avait pourtant fait peur aux Saoudiens, alors qu'un accord historique entre les grandes puissances, le JCPOA (*Joint Comprehensive Plan of Action*), était mis en place pour mettre fin aux sanctions économiques pesant sur l'Iran, sortant ce dernier de son isolement et lui donnant ainsi accès à des ressources économiques, technologiques et militaires jusque-là inaccessibles. Mais la prise de pouvoir de Donald Trump en janvier 2017 vient à nouveau changer la donne. Le milliardaire américain ne cache pas son aversion profonde pour le régime iranien et son premier déplacement officiel se fait en Arabie saoudite. Tout un symbole. Fin 2017, le gouvernement américain donne son accord pour vendre son dispositif antimissiles ultrasophistiqué THAAD aux Saoudiens, deu-

Les conflits au Moyen-Orient



xième pays seulement à se le voir accorder, pour 15 milliards de dollars (7). Et en mars dernier, Mohammed ben Salmane était reçu en grande pompe à la Maison-Blanche. Le message est clair : Trump compte sur lui au Moyen-Orient.

Du côté iranien, le rôle que les Américains jouent dans la région est très mal vu. En cela, Téhéran rejoint la Russie et la Chine, pays qui arment l'Iran et qui ont continué à le faire pendant les sanctions onusiennes. C'est aussi la Chine qui a continué à acheter le pétrole iranien et qui a promis de continuer à commercer avec l'Iran malgré les nouvelles sanctions américaines. Concernant la Russie, le rapprochement militaire a été sensible via la guerre en Syrie, où les deux pays opèrent sur le terrain en soutien à Bachar el-Assad, la Russie allant jusqu'à utiliser une base aérienne iranienne. Toutefois, il faut relativiser les soutiens chinois et russe à l'Iran. En effet, leurs livraisons d'armes, bien qu'existantes, sont restées extrêmement limitées. Il en va de même pour les relations commerciales. Et si la Chine a bien signé un partenariat stratégique global avec l'Iran, elle a fait de même avec... l'Arabie saoudite.

“ L'isolement iranien sur le plan international semble marqué. Il l'est toutefois moins sur le plan régional. La stratégie iranienne consistant à « combler les vides » politiques comme militaires dans la région a permis à Téhéran de s'installer dans différents pays ces dernières années. ”

Le jeu des alliances

Nous l'avons donc vu, l'isolement iranien sur le plan international semble marqué. Il l'est toutefois moins sur le plan régional. La stratégie iranienne consistant à « combler les vides » politiques comme militaires dans la région a permis à Téhéran de s'installer dans différents pays ces dernières années.

Le principal allié du régime khomeiniste est certainement le Hezbollah libanais, dont il est la matrice à plusieurs niveaux. Le mouvement a montré ses capacités militaires et paramilitaires lors de la guerre de 2006 contre Israël puis, plus récemment, en Syrie, où il a aussi réaffirmé son allégeance à l'Iran tant il s'est impliqué dans le conflit en faisant primer ses intérêts régionaux sur ses intérêts nationaux.

La Syrie, justement, a longtemps été un des rares alliés officiels de l'Iran au Moyen-Orient. Cependant, la faiblesse du régime el-Assad est désormais telle qu'il est devenu difficile d'encore parler d'alliance. De plus, la mainmise de la Russie sur le pays rend l'autorité du clan el-Assad au moins partiellement dépendante des volontés du Kremlin. Il ne faudrait toutefois pas minimiser l'importance du pays pour Téhéran : sa présence au sol est bien réelle, que ce soit via les Gardiens de la Révolution ou via diverses milices à sa solde. Et si la Syrie représente une intéressante base avancée dans leur lutte potentielle contre Israël,

depuis Riyad, elle est surtout perçue comme partie intégrante d'une stratégie d'encerclement.

En effet, l'Irak fait également partie de ce fameux « axe de résistance » depuis l'invasion américaine en 2003. Ces dernières années, l'Iran, comme en Syrie, s'est montré actif dans la lutte contre l'État islamique chez son voisin occidental. Les dernières élections, qui ont vu la victoire de Moqtada al-Sadr, ont toutefois induit une remise en cause des relations avec Téhéran. Al-Sadr entend en effet réduire l'influence de l'Iran dans le pays en n'excluant pas un rapprochement de l'Arabie saoudite. Affolé par ces résultats, Téhéran envoyait son influent général de la force Al-Qods, Qassem Soleimani, pour mettre tous les alliés iraniens en rang et leur interdire de s'allier à Al-Sadr. Au moment d'écrire ces lignes, c'est pourtant bien une alliance entre ce dernier et les anciens combattants antidjihadistes pro-iraniens qui a élu Adel Abdel-Mahdi, proche de Téhéran mais au statut consensuel, en tant que Premier ministre. Reste à voir si une telle coalition est viable dans le temps. Ainsi, si l'alliance irano-irakienne semble complexe au niveau étatique, l'Iran peut toujours compter sur une forte présence de diverses milices à sa solde pour faire valoir ses intérêts dans le pays.

Au Yémen aussi, l'Iran possède des accointances. On l'a dit, Téhéran s'est de plus en plus impliqué auprès des Houthis depuis le début de l'intervention saoudienne, même si leur appui militaire reste faible. On est d'ailleurs encore loin d'un contrôle de Téhéran ou même d'une véritable alliance. Au mieux les Houthis et l'Iran ont-ils des intérêts convergents.

On le voit donc, l'Iran a bien des alliés au Moyen-Orient, mais ils sont pour la plupart des milices ou groupes non-étatiques aux capacités militaires non-conventionnelles.

En face, au contraire, on trouve une alliance interétatique entre l'ensemble des pays du Golfe, à l'exception du Yémen. Si cette alliance est particulièrement impressionnante à première vue tant sa puissance économique et militaire est importante pour la région, elle est également défailante. Outre la faiblesse voire



Photo ci-dessous :

Rassemblement de partisans du mouvement politique Hezbollah au Liban. Ce groupe armé chiite créé en réaction à l'invasion israélienne du Liban en 1982 et financé par l'Iran est aujourd'hui devenu un acteur clef de la politique libanaise et un soutien précieux de l'armée gouvernementale dans la guerre en Syrie. L'Arabie saoudite a décidé d'accentuer sa pression contre le parti pro-iranien en amenant l'ensemble des monarchies arabes du Golfe à classer ce mouvement comme « terroriste ».

(© Shutterstock/
Gabriele Pedrini)





Les conflits au Moyen-Orient



l'absence de l'intégration économique, douanière et monétaire annoncée en 2002, des tensions sont également présentes entre plusieurs pays. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont ainsi été accusés dernièrement de vouloir s'émanciper du cadre du CCG après la signature de divers accords bilatéraux. Les tensions les plus fortes sont apparues avec la crise du Qatar, évoquée plus haut, qui a profondément divisé l'alliance. Doha, après avoir refusé de se soumettre aux exigences imposées par la coalition en vue de lever le blocus, avait décidé de rétablir des relations diplomatiques complètes avec l'Iran et de se rapprocher de Téhéran. Un fameux revers pour Riyad.

Dernièrement, ce sont des échos d'une collaboration *a priori* surprenante entre l'Arabie saoudite et Israël qui ont émergé. Preuve

les plus récentes et performantes. La différence de puissance des armées est également flagrante à l'aune des dépenses militaires annuelles. Quand l'Iran se situe à 3,1 % de son PIB en 2017, l'Arabie saoudite est à 10,3 %, selon des chiffres de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). En termes nominaux, cela représente ainsi 13,6 milliards de dollars pour l'Iran contre 70,4 milliards pour l'Arabie saoudite.

Pour autant, cette apparente supériorité militaire est à tempérer pour deux raisons. Tout d'abord à cause de l'empêchement que Riyad connaît au Yémen. Malgré trois ans de guerre et une supériorité technologique flagrante, l'Arabie saoudite n'a connu que peu d'avancées sur le terrain. De quoi se poser des questions sur l'entraînement et les compétences de ses militaires.

“ Au Yémen, malgré trois ans de guerre et une supériorité technologique flagrante, l'Arabie saoudite n'a connu que peu d'avancées sur le terrain. ”



Photo ci-dessus :

Le 14 décembre 2017, l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, présente à la presse des pièces supposées d'armement iranien fournies aux milices chiïtes houthies du Yémen. Parallèlement, l'Arabie saoudite a dénoncé « un acte de guerre » de l'Iran après avoir intercepté au-dessus de Riyad – pour la deuxième fois en deux mois – un missile balistique tiré depuis le Yémen et qualifié d'« irano-houthi ». (© DoD/EJ Hersom)

du rapprochement, le prince héritier a déclaré, pour la première fois, que « les Israéliens ont le droit d'avoir leur propre terre » (8). Une telle convergence pourrait faire sens pour Riyad puisque les deux pays luttent contre l'influence iranienne dans la région mais, révélée au grand jour, elle mettrait l'Arabie saoudite fortement en porte-à-faux par rapport à l'opinion publique et à certains de ses partenaires du Golfe. Une sorte de quitte ou double.

(Im)possibilité d'une guerre ouverte

Avec de telles tensions, d'aucuns sont prompts à pointer la possibilité d'une guerre ouverte entre les deux pays, voire d'une troisième guerre mondiale via le jeu des alliances. On en est très loin. Nombreux sont les chercheurs qui s'accordent pour dire que l'éclatement d'un conflit ouvert est extrêmement peu probable, au moins à court terme. Et cela pour au moins deux raisons de chaque côté.

Côté iranien, la prégnance du souvenir de la guerre Iran-Irak est sans doute un des principaux éléments. Les 800 000 morts et l'utilisation des armes chimiques par le régime de Saddam Hussein n'y sont pas pour rien. Aujourd'hui, les musées sur cette guerre fleurissent en Iran, les anciens champs de bataille sont sanctuarisés, les vétérans ont un statut à part, les victimes sont considérées comme des martyrs... Bref, la fierté est bien présente, mais personne n'a envie de revivre un tel cauchemar. Militairement aussi, et malgré les discours agressifs, l'Iran est bien conscient que son retard par rapport aux monarchies du Golfe est conséquent. Les années sous les sanctions américaines et/ou de l'ONU ont privé Téhéran de tout accès aux technologies

Ensuite, si l'Iran semble faible militairement, il ne faut pas négliger ses capacités non conventionnelles. Si une guerre devait éclater, Téhéran ferait tout pour éviter une confrontation traditionnelle avec des chars se faisant face. Au contraire, Gardiens de la Révolution et Hezbollah feraient un travail de sape et de nuisance, privilégiant une guerre asymétrique, dans laquelle ils sont passés maîtres grâce à l'expérience accumulée en Syrie. Et c'est sans compter les nombreuses milices que Téhéran pourrait également mobiliser ou les nouveaux missiles balistiques qu'ils ont récemment développés.

Bref, si les élites des deux pays ont intérêt à utiliser l'image d'un ennemi menaçant pour tenter de rassembler leur population et de détourner l'attention des nombreux problèmes internes, la possibilité d'une guerre directe semble réduite, tant les dégâts seraient importants des deux côtés. Les conflits annexes sont, par contre, sans doute condamnés à se poursuivre tant que l'objectif idéal de chacun sera de monopoliser le leadership sur le Moyen-Orient et le monde musulman.

Didier Leroy et Jérémy Dieudonné

Notes

- (1) Corps paramilitaire sous l'autorité directe du Guide suprême.
- (2) David Cvach, Brigitte Curmi, « Sunnites et chiïtes: fabrique d'un conflit », *Esprit*, 2015/10, p. 75-91.
- (3) LeFigaro.fr, AFP, « Le président iranien appelle les musulmans à « punir » l'Arabie saoudite », *Le Figaro*, 7 septembre 2016 (<https://bit.ly/2cjhXsd>).
- (4) Hannah Summers, « Yemen on brink of 'world's worst famine in 100 years' if war continues », *The Guardian*, 15 octobre 2018 (<https://bit.ly/2OnrhXk>).
- (5) OIJ/Agences, « Les Houthis menacent d'étendre le conflit yéménite à l'Arabie et aux Émirats », *L'Orient-Le Jour*, 7 novembre 2017 (<https://bit.ly/2qdyIPM>).
- (6) Reuters, « Iran : les Gardiens de la Révolution mettent en garde Riyad et les Émirats », *L'Orient-Le Jour*, 28 septembre 2018 (<https://bit.ly/2RsbVgB>).
- (7) Reuters, « U.S. approves possible \$15 billion sale of THAAD missiles to Saudi Arabia », *Reuters*, 6 octobre 2017 (<https://reut.rs/2080yB3>).
- (8) Mohammed Ben Salmane in Jeffrey Goldberg, « Saudi Crown Prince: Iran's Supreme Leader 'Makes Hitler Look Good' », *The Atlantic*, 2 avril 2018 (<https://bit.ly/2LcEl8N>) ; traduction propre.